



[INSTABILITÉ - En Egypte, le gouvernement a démissionné, laissant le champ quasi-libre au maréchal al-Sissi pour la présidentielle.L'INFO. Le gouvernement égyptien soutenu par l'armée a démissionné, annonce lundi le quotidien officiel Al Ahram sur son site internet. L'information a ensuite été confirmée de source officielle.La décision a été prise à l'issue d'un conseil des ministres de 15 minutes, précise le journal, citant une source non identifiée. Le maréchal Abdel Fattah al Sissi, numéro un de l'armée qui va probablement briguer la présidence, y assistait en tant que ministre de la Défense, ajoute-t-il.]

BURUNDI :

**60.000 réfugiés congolais au Burundi, en Ouganda et en Tanzanie attendent leur rapatriement**

Par : Laura/French.china.org.cn/Source: Agence de presse Xinhua/le 25-02-2014

Environ 60.000 réfugiés congolais, vivant au Burundi, en Ouganda et en Tanzanie, ont exprimé le désir de retourner dans leur pays d'origine, a déclaré lundi à Goma leur représentant dans la région des Grands lacs, M. Bernard Amegindra Gere.

Il a déploré la lenteur de la procédure pour le rapatriement de ces réfugiés en RDC. Selon lui, ces réfugiés congolais déplorent également que les pays hôtes et le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) n'accordent toujours pas leurs violons au sujet de leur dossier au moment où leurs familles continuent d'être disloquées faute de moyens de survie.

"Les réfugiés reconnus ne bénéficient pas de ce qui est prévu par les normes et accords de Genève. Par exemple, l'assistance, le suivi pour leurs familles et l'accompagnement pour une solution durable", s'est plaint M. Gere.

Le représentant des réfugiés congolais a aussi regretté que les organismes humanitaires laissent la

responsabilité aux pays hôtes qui, de leur côté, disent manquer des moyens financiers pour financer l'opération de rapatriement de ces réfugiés en République démocratique du Congo.

"C'est encore pire pour les demandeurs d'asile. Il y a des familles qui attendent 5, voire 7 ans, pour bénéficier de statut de réfugiés. Cette lenteur administrative est à la base de plusieurs conséquences notamment la dislocation des familles", a poursuivi Bernard Amegindra.

La plupart des Congolais réfugiés au Burundi, en Ouganda et en Tanzanie avaient fui les conflits armés successifs qui ont secoué la République démocratique du Congo entre 1997 et 2005. F

RWANDA :

**Rwanda: Facebook to Provide Educational Materials to Smartphones in Rwanda**

24 February 2014/allafrica.com

Facebook chief Mark Zuckerberg is making his first appearance at Mobile World Congress (Barcelona, Spain), the telecom industry's biggest global trade show, this week, and the social network's Internet.org organisation has used the show to announce a number of new projects to help increase global Internet connectivity.

The organisation has announced SocialEDU, its first pilot project which will provide students in Rwanda with access to what Facebook calls "a collaborative online education experience" via mobile.

Facebook and Nokia - which are both members of Internet.org - have teamed up with the Government of Rwanda and two domestic carriers to provide free access to educational content on "low-cost" smartphones.

According to Internet.org, the programme will be comprised of five steps:

1. EdX will work with Facebook to create an educational app that is integrated with Facebook.
2. Airtel will provide free education data for students in Rwanda who participates in the program for a year
3. Nokia will provide "affordable" smartphones
4. The Government of Rwanda is offering financial support for students to purchase devices and also extending its free WiFi programme to cover the country's university campuses
5. Internet.org is also sharpening its focus on India after partnering with Unilever to research into issues and challenges providing Internet access to rural communities in the country. The results will be used for a number of undisclosed projects that are currently ongoing to help rural Internet adoption.

thenextweb.com

RDC CONGO :

UGANDA :

**Ouganda : une loi antihomosexualité drastique entre en vigueur**

Le Monde.fr avec AFP/24.02.2014

Malgré les tentatives de dissuasion des gouvernements occidentaux et des défenseurs des droits de l'homme, le président ougandais, Yoweri Museveni, a promulgué, lundi 24 février, une loi durcissant la répression de l'homosexualité, qu'il avait un temps refusé de signer. « La loi entre de ce fait en vigueur », a résumé Sarah Kagingo, une porte-parole de la présidence ougandaise.

Les relations homosexuelles sont déjà passibles de prison à vie en Ouganda, mais cette législation, adoptée à une écrasante majorité le 20 décembre par le Parlement, interdit notamment toute « promotion » de l'homosexualité et rend obligatoire la dénonciation de quiconque s'affichant homosexuel(le).

En conséquence, les Pays-Bas ont décidé de suspendre une aide à l'Ouganda. Premier pays au monde à légaliser le mariage homosexuel, en 2001, les Pays-Bas ont gelé le versement d'une aide annuelle de 7 millions d'euros destinée au renforcement du système judiciaire ougandais.

L'OUGANDA REJETTE « L'IMPÉRIALISME » OCCIDENTAL

Les dispositions les plus controversées, prévoyant la peine de mort en cas de récidive, de rapport avec un mineur ou de rapport en se sachant porteur du virus du sida, ont été abandonnées, mais la loi reste très critiquée.

Elle a suscité des critiques virulentes, notamment de la part des Etats-Unis, allié-clé de Kampala, qui avaient récemment averti que l'entrée en vigueur de cette loi « compliquerait [ses] relations » avec Kampala. « Le projet de loi antihomosexualité en Ouganda, une fois promulgué, sera plus qu'un affront et un danger pour la communauté gay d'Ouganda. Ce sera un pas en arrière pour tous les Ougandais », avait souligné le président Barack Obama. « Personne ne devrait subir des discriminations, ou être puni pour qui on est ou qui on aime », a aujourd'hui déploré la conseillère de sécurité nationale du président américain, Susan Rice, sur son compte Twitter, ajoutant qu'il s'agit d'un « triste jour » pour ce pays et le monde entier.

Mais le président ougandais a assuré ne pas se laisser impressionner. « Les étrangers ne peuvent pas nous donner des ordres. C'est notre pays. [...] Ils doivent être avec nous, s'ils ne le veulent pas qu'ils gardent leur aide », a-t-il martelé après avoir paraphé la loi : « Je conseille aux amis occidentaux de ne pas faire [du sujet] un problème » car « ils ont beaucoup à perdre ».

« Imposer des valeurs sociales d'un groupe à notre société, c'est de l'impérialisme social. Maintenant, vous nous dites que nous devrions vivre comme vous. Pas du tout ! » a poursuivi M. Museveni, dont le gouvernement fait déjà l'objet de sévères critiques occidentales pour sa corruption endémique et le sort réservé aux homosexuels.

HOMOSEXUALITÉ « COMPORTEMENTALE, PAS GÉNÉTIQUE »

Le président ougandais, un chrétien évangélique au pouvoir depuis 1986, avait initialement indiqué qu'il ne promulguerait pas la loi antihomosexualité car il est « mal de punir une personne parce qu'elle est anormale », qualifiant les homosexuels de « malades ».

Il avait ensuite annoncé avoir changé d'avis après consultation d'un groupe de « scientifiques » qui lui ont assuré que l'homosexualité était « comportementale, pas génétique ». Lundi, il a également fustigé le sexe oral, pratique selon lui encouragée par le monde occidental. « La bouche sert à manger, elle n'est pas faite pour le sexe. Je veux mettre en garde nos enfants », a-t-il lancé.

M. Museveni avait déjà, au début de février, promulgué une loi antipornographie, interdisant notamment certaines manières de s'habiller « provocatrices », bannissant les artistes légèrement vêtus de la télévision ougandaise et surveillant de près les sites consultés par les internautes.

Les homosexuels sont l'objet de persécutions et de violences pouvant aller jusqu'au meurtre en Ouganda, pays où l'homophobie est largement propagée par les très influentes Eglises évangéliques. Le Prix Nobel de la paix sud-africain Desmond Tutu a jugé que cette loi rappelait les tentatives des nazis et du régime d'apartheid de « légiférer contre l'amour ».

#### Uganda president: Homosexuals are 'disgusting'

By Elizabeth Landau. Zain Verjee and Antonia Mortensen, CNN/February 25, 2014

(CNN) -- President Yoweri Museveni, who made anti-homosexuality laws in Uganda much tougher Monday, told CNN in an exclusive interview that sexual behavior is a matter of choice and gay people are "disgusting."

After signing the bill that made some homosexual acts punishable by life in prison, Museveni told CNN's Zain Verjee that, in his view, being homosexual is "unnatural" and not a human right.

"They're disgusting. What sort of people are they?" he said. "I never knew what they were doing. I've been told recently that what they do is terrible. Disgusting. But I was ready to ignore that if there was proof that that's how he is born, abnormal. But now the proof is not there."

Museveni had commissioned a group of Ugandan government scientists to study whether homosexuality is "learned," concluding that it is a matter of choice.

"I was regarding it as an inborn problem," he said. "Genetic distortion -- that was my argument. But now our scientists have knocked this one out."

Dean Hamer, scientist emeritus at the National Institutes of Health, wrote an open letter to the Ugandan scientists in the New York Times last week urging them to reconsider and revise their report. Among his responses to their conclusions: "There is no scientific evidence that homosexual orientation is a learned behavior any more than is heterosexual orientation."

Museveni, whose public position on the measure changed several times, signed the bill into law at a public event Monday. The bill was introduced in 2009 and originally included a death penalty clause for some homosexual acts.

The nation's Parliament passed the bill in December, replacing the death penalty provision with a proposal of life in prison for "aggravated homosexuality." This includes acts in which one person is infected with HIV, "serial offenders" and sex with minors, according to Amnesty International.

The new law also includes punishment -- up to seven years in prison -- for people and institutions who perform same-sex marriage ceremonies, language that was not in the 2009 version of the bill.

Lawmakers in the conservative nation said the influence of Western lifestyles risked destroying family units.

The bill also proposed prison terms for anyone who counsels or reaches out to gays and lesbians, a provision that could ensnare rights groups and others providing services to lesbian, gay, bisexual and transgender people.

The White House issued a statement Monday: "Instead of standing on the side of freedom, justice, and equal rights for its people, today, regrettably, Ugandan President Museveni took Uganda a step backward by signing into law legislation criminalizing homosexuality."

The statement continued: "As President Obama has said, this law is more than an affront and a danger to the gay community in Uganda, it reflects poorly on the country's commitment to protecting the human rights of its people and will undermine public health, including efforts to fight HIV/AIDS. We will continue to urge the Ugandan government to repeal this abhorrent law and to advocate for the protection of the universal human rights of LGBT persons in Uganda and around the world."

United Nations High Commissioner for Human Rights Navi Pillay also denounced the law, saying it institutionalizes discrimination and could promote harassment and violence against lesbian, gay, bisexual and transgender people.

"This law violates a host of fundamental human rights, including the right to freedom from discrimination, to privacy, freedom of association, peaceful assembly, opinion and expression and equality before the law -- all of which are enshrined in Uganda's own constitution and in the international treaties it has ratified," Pillay said in a statement.

Uganda's President Museveni signs controversial anti-gay bill into law

Museveni also told CNN that the West should not force its beliefs onto Ugandans.

"Respect African societies and their values," he said. "If you don't agree, just keep quiet. Let us manage our society, then we will see. If we are wrong, we shall find out by ourselves, just the way we don't interfere with yours."

He also said Westerners brought homosexuality to his country, corrupting society by teaching Ugandans about homosexuality. The West has also helped make children at schools homosexual by funding groups that spread homosexuality, he said.

Attitudes against homosexuality are prevalent in Uganda. A 2013 report from Pew Research found that 96% of Ugandans believe society should not accept homosexuality.

Thirty-eight African countries have made homosexuality illegal. Most sodomy laws there were introduced during colonialism.

Even before Museveni signed the bill into law, homosexual acts were punishable by 14 years to life in prison.

Ugandan gay rights activist Pepe Julian Onziema told CNN's Christiane Amanpour that some gay

people in Uganda would rather kill themselves than live under the new law.

"Prior to the bill becoming law today, people attempted suicide because they are like, 'I'm not going to live to see this country kill me -- so I would rather take my life.' "

Many have already left the country in fear of violence, Onziema said, and among those who stay, many are stopping their activism.

Onziema, however, says he is not afraid. He says he won't let the law take away his voice.

Some gay Ugandans would rather die than live under new law

SOUTH AFRICA :

**India Inc investment in South Africa to touch \$7 bn**

T E Narasimhan | Chennai /business-standard.com/February 25, 2014

Motherson Sumi, Serco two of the biggest investors from India in SA

South Africa, one of the key investment destinations for India Inc, expects around \$500 million in investments in 2014–2015 from India.

Elizabeth Thabethe, the Deputy Minister of Trade & Industry, South Africa, who was in Chennai on the occasion of the 5th Investment & Trade Initiative, said that total investment till now by Indian companies has touched \$6 billion and this is expected to touch \$7 billion in the coming years.

It is learned that Motherson Sumi and Serco are the two of the biggest investors from India in South Africa. The Deputy Minister, however, refused to share any specific names.

Thabethe added that total trade between India and South Africa grew by 235% to \$15.7 billion in 2012 from \$4.7 billion in 2007, with South Africa mainly exporting gold, coal, iron and steel, inorganic chemicals and ores.

South African imports on the other hand comprised mainly of petroleum products, motor vehicles and pharmaceutical products.

"It is without doubt that the key to unlocking our developmental ambitions will emanate from mutually beneficial trade. This would require our respective business communities earnestly considering projects with a strong focus on beneficiation as opposed to merely commodity trading," said Thabethe.

She added, "we should however not minimise the gains that have been made including the 60 Foreign Direct Investment (FDI) projects that Indian companies have committed to between 2003 to 2012."

TANZANIA :

## Tanzania: Tigo Unveils Cross-Border Mobile Money Transfer Service Between Rwanda and Tanzania

24 February 2014/CIO East Africa (Nairobi)

Tigo has announced the launch of a cross-border mobile money remittance service between Tanzania and Rwanda.

The service was launched simultaneously in Kigali and Dar-es-Salaam in the presence of Rwandan High Commissioner in Tanzania Dr Ben Rugangazi, High Commissioner of Tanzania in Rwanda HE Francis Mwaipaja and Rwanda Finance Minister Honourable Claver who undertook the first mobile money transactions between the two countries.

The new service allows Tigo subscribers in Tanzania to send money from their Tigo Pesa accounts to Tigo Cash subscribers in Rwanda and vice versa. The system integrates currency conversion, whereby money is sent in either Tanzania Shillings or Rwandan Francs and delivered already converted into in the currency of the recipient's country.

This, according to Tigo Tanzania GM Diego Gutierrez, is the first product of its kind in the world that allows dual currency international mobile wallet to mobile wallet transfers with currency conversion included.

Once the remittance is received, customers can use the funds to access all the services and benefits that Tigo Mobile Financial Services offer. These include airtime top ups, payments for water, electricity, TV and transportation, transfers to bank accounts, cash withdrawals at any Tigo agent across the country, and convenient transfers to other mobile money users.

To send money from Tigo Pesa (Tanzania) to Tigo Cash (Rwanda) users, customers should dial \*150\*90# while those in Rwanda remitting to Tanzania should dial \*200\*7#. This service can be used from any Tigo mobile phone. Customers in their respective countries will receive their money immediately in their routine currency.

To register for Tigo Pesa or Tigo Cash, customers can visit any agent in Tanzania or Rwanda respectively. Registration is free of charge; customers only need to present their ID.

According to Gutierrez, "This new product will save customers' time and money. International senders currently have to go to a money changer to exchange Rwanda Francs to dollars and then bring those dollars to remittance companies to send. They can now send money directly from their phone."

Mr Gutierrez continued: "We are delighted to give our customers the possibilities to make payments to fellow East Africans. Thanks to a stable and state-of-the-art technology, users in Rwanda are able to send money to their families, friends and to their business partners across the border alike."

Tongai Maramba, the GM of Tigo Rwanda said: "We are pleased to offer Tigo Cash customers the ability to send and receive international transfers directly via their phones. It is an added convenience that they can receive directly as Rwandan Francs because the traditional money transfer companies mostly deliver only dollars. This product enables consumers not to worry about exchanging money."

Millicom offers Mobile Financial Services in Tanzania, Ghana, Rwanda, DRC, Chad, Bolivia, Colombia, El Salvador, Guatemala, Honduras, Senegal and Paraguay and will extend its offering to

more services and into more markets over time.

The new service will particularly benefit the businesses with cross-border trade, diaspora families, truck drivers, importers and exporters from both countries. Tanzania is Rwanda's second most important trading partner. In 2013, Rwanda imports from Tanzania amounted to 80,883,702 US dollars while Tanzania received imports valued at 231,695,265 US dollars from Rwanda the same year.

### **Tanzania: China's Anti - Counterfeits Move Commendable**

25 February 2014/Tanzania Daily News (Dar es Salaam)

CHINA is eventually joining us in efforts to get rid of counterfeit goods. It is intending to stop issuing visas to Tanzanian business persons confirmed to be importing fake goods.

The Chinese Ambassador to Tanzania Dr Lu Youqing, said recently that his country would blacklist Tanzanian traders who import substandard goods from China to stem the increasing wave of fake imports from the Asian economic power house.

He said China had responded to concerns by the business community and the public outcry over fake goods and would apply strict measures to all dealers and manufacturers of counterfeit goods.

The envoy said his country had already introduced heavy penalties to her manufacturers found producing fake goods and called on Tanzanian authorities to do the same. We welcome the move as it is a step in the right direction - towards curbing counterfeit goods in Tanzania. While trade between China and Tanzania grows rapidly, we need such measures to supplement our efforts in curbing fake goods.

However, we think that we have not been doing good enough to curb the influx of substandard goods in the market. Despite sporadic interventions by regulatory authorities, fake goods are still in the market.

The negative impact of these goods to the economy, to honest business person and to the general public cannot be overemphasized. We have heard a lot about health hazards due to importation of counterfeit foods, medicines and medical products.

There are a lot in the news about dangers posed by fake electrical or gas appliances. We must work hard to get rid of these problems. Therefore while we hail the gesture by China on war against fake goods, we need to pull up our socks.

We think that our authorities must do more. The Tanzania Bureau of Standards on its side must convince the public that it is able to deliver by plugging off all the loopholes used by unscrupulous traders to import substandard goods.

KENYA :

### **Kenya bets on nuclear energy to deal with unemployment**

Tuesday, February 25th 2014/By DPPS /standardmedia.co.ke



NAIROBI, KENYA: Kenya will soon have the first nuclear plant in efforts aimed at drastically reducing the cost of electricity and attracting international investors to the country. Speaking when he opened the National Nuclear Energy Stakeholders Forum at the Laico Regency hotel on Tuesday, Deputy President William Ruto pointed out that the country would develop the nuclear plant alongside other sources of energy including geothermal, hydro, wind and solar so as to produce energy to drive the economy to double digits. The DP said the government was committed to increase the capacity of electricity in the country to 5,000 megawatts in the next 40 months and expressed confidence that this will push the cost of production of energy in the country down from 18 U.S.cents to 10 U.S.cents per unit. He said, "We want to grow the economy at double digits, deal with unemployment, underemployment by creating more job opportunities in the country." Noting that the country has only been able to produce 1600 megawatts of electricity in the last 50 years, Ruto gave a government undertaking to triple the production saying there was ready market for the increased energy in the standard railway and in the rest of Kenyans who are not connected to the national grid. He said, "The Standard gauge railway will consume 1000 megawatts by itself and we will be able to bring to the national grid the 69 per cent of Kenyans who are not connected." The Deputy President noted with satisfaction that the Ministry of Energy and Petroleum is pursuing the option of nuclear electricity as a source of energy for the country's ever growing domestic and industrial needs. Saying the decision by the Government to include nuclear electricity in its energy mix is based on sound premises, Ruto observed that World over, countries that are now referred to as developed nations share the common trait of having adequate energy to power their industries, homes and even surplus for export. He disabused the notion about the risk of unclear energy saying nuclear energy has been used for more than half a century worldwide. "I have no doubt that Kenya will be successfully implement its nuclear power programme safely and efficiently , borrowing from best practices in countries that have embraced and used the technology successfully for many decades," he added. The DP called for radical paradigm shift in the country's thinking, stating that Kenya's intention of using nuclear energy for electricity generation reflects the sort of thinking which can propel a country from relative mediocrity to the realms of greatness.

ANGOLA :

AU/AFRICA :

**Egypte : le gouvernement démissionne et ouvre la voie à Sissi**

Par Pauline Hofmann avec Reuters/le 24 février 2014

INSTABILITÉ - En Egypte, le gouvernement a démissionné, laissant le champ quasi-libre au maréchal al-Sissi pour la présidentielle.

L'INFO. Le gouvernement égyptien soutenu par l'armée a démissionné, annonce lundi le quotidien officiel Al Ahram sur son site internet. L'information a ensuite été confirmée de source officielle. La décision a été prise à l'issue d'un conseil des ministres de 15 minutes, précise le journal, citant une source non identifiée. Le maréchal Abdel Fattah al Sissi, numéro un de l'armée qui va probablement briguer la présidence, y assistait en tant que ministre de la Défense, ajoute-t-il.

Bon bilan. "Aujourd'hui, le cabinet a pris la décision de présenter sa démission au président de la République", a confirmé le Premier ministre Hazem el-Beblaoui lors d'une allocution télévisée sans

avancer de raison. Il avait été nommé à la tête du gouvernement après l'éviction du président Mohamed Morsi, déposé le 3 juillet par l'armée. Depuis l'arrivée au pouvoir de ce nouveau gouvernement, l'Egypte subit une vague de terrorisme. Le Premier ministre a loué le travail de son cabinet, malgré la situation "sécuritaire" et les difficultés "économiques" que traverse le plus peuplé des pays arabes. "Le gouvernement a assumé pendant les six ou sept derniers mois sa responsabilité et son devoir", a souligné Hazem el-Beblaoui, et "n'a pas épargné ses efforts pour sortir l'Egypte de la mauvaise passe où elle se trouvait".

Le porte-parole du gouvernement, dirigé de facto par l'armée, Hani Salah, a affirmé que cette démission avait été motivée par le "sentiment qu'il fallait du sang neuf" au sein du gouvernement. "L'Egypte va de l'avant, cette décision n'aura pas d'impact sur les relations extérieures et sur la stabilité en interne", a-t-il promis.

Al-Sissi candidat ? "Ce n'est pas le moment des intérêts personnels, la nation est au-dessus de tous", a poursuivi le Premier ministre égyptien, se félicitant de son bilan. En janvier, un référendum avait permis l'adoption de la Constitution, première étape de la "transition démocratique" promise par l'armée. Avec un pourcentage de "oui" supérieur à 98%, ce scrutin a été boudé par la jeunesse mais a malgré cela mobilisé près de 39% des électeurs.

Depuis l'arrestation de Mohammed Morsi le 3 juillet 2013, les Frères musulmans font face à une répression violente. L'artisan de la chute de l'ancien président, le puissant ministre de la Défense et vice-Premier ministre, le maréchal Abdel Fattah al-Sissi, ne cache plus son intention de briguer la présidence.

Nommé au plus haut grade de l'armée et mandaté par l'institution militaire pour répondre à "l'appel du peuple" en se présentant à la magistrature suprême, il devait également démissionner du gouvernement pour annoncer sa candidature. Il ne lui reste plus désormais qu'à quitter l'armée ou à prendre sa retraite de militaire pour remplir toutes les conditions pour être éligible. L'élection doit se tenir au printemps. Le maréchal Sissi, de loin la personnalité la plus populaire du pays, semble en bonne position pour l'emporter.

UN/AFRICA :

US/AFRICA :

**Uganda: U.S. Urges Uganda to Void Anti-Gay Law**

25 February 2014/allafrica.com

The United States is urging Uganda to repeal a law that criminalizes homosexuality with punishments up to life in prison.

The White House issued a statement saying Ugandan President Yoweri Museveni "took Uganda a step backward" by signing the law Monday. It said the measure is an affront and a danger to Ugandan gays, and reflects poorly on the country's human rights record.

State Department spokeswoman Jen Psaki said the U.S. is reviewing its relationship with Uganda as

a consequence of the new law.

"Now that the law has been enacted, we are beginning an internal review of our relationship with the government of Uganda to ensure that all dimensions of our engagement, including assistance programs, uphold our anti-discrimination policies and principles and reflect our values," said Psaki.

Among other measures, the new law imposes harsh new penalties for gay sex, and bans the so-called "promotion" of homosexuality.

President Museveni defended the bill at Monday's signing ceremony, saying groups are trying to recruit young Ugandans into a gay lifestyle.

"No study has shown that you can be homosexual purely by nature. Since nurture is the main cause of homosexuality, then society can do something about it to discourage the trends. That is why I have agreed to sign the bill," said Museveni.

United Nations spokesman Martin Nesirky said Secretary-General Ban Ki-moon is "seriously concerned" about the negative impacts of the law.

"He shares the view of the high commissioner for human rights that this new law violates human rights. It will institutionalize discrimination, restrict the vital work of human rights activists, and could trigger violence. It will also hamper potentially life-saving efforts to stop the spread of HIV," said Nesirky.

Museveni has the backing of conservative Ugandan groups. Last week, the Uganda Muslim Supreme Council praised the president as "courageous" for defying Western pressure over the bill and, in the council's words, putting morality first.

The country's parliament passed the measure in December, with a 14-year sentence for first-time offenders, and life in prison for those convicted of what the law terms "aggravated homosexuality."

The original bill called for the death penalty in some cases, but that was dropped as Western nations and rights groups denounced the bill.

Amnesty International denounced the new law as "deeply offensive," and said it makes a mockery of rights enshrined in the Ugandan constitution.

President Barack Obama has said he is "deeply disappointed" with the law and that it will complicate U.S.-Ugandan relations.

Homosexuality is illegal in 37 African nations and a taboo subject across many parts of the continent. Activists say few Africans are able to be openly gay.

CANADA/AFRICA :

AUSTRALIA/AFRICA :

EU/AFRICA :

### Cameroun: le Français Atangana libéré après 17 ans de prison

le 25-02-2014/ AFP

Yaoundé (AFP) - Le Français Michel Thierry Atangana, détenu depuis 1997 au Cameroun pour une affaire de détournement de fonds publics qu'il niait, a été libéré lundi en fin de soirée à Yaoundé après un décret présidentiel de remises de peine.

Michel Atangana a été "libéré nuitamment", a déclaré à l'AFP son avocat camerounais Charles Tchoungang devant la résidence de l'ambassadrice de France au Cameroun, où Michel Atangana a été conduit après sa sortie de prison.

Pour des raisons de sécurité avancées par l'ambassade de France au Cameroun, l'avocat n'a pas été autorisé à rencontrer son client, a-t-il expliqué.

Un décret du président camerounais Paul Biya, en date du 18 février, prévoyait des remises de peines collectives, dont celle de M. Atangana.

Ce décret "ordonne une remise totale de la peine restant à purger" pour les personnes condamnées pour détournement de fonds publics et "dont la détention a été supérieure à 10 ans".

Détenu depuis 1997, M. Atangana, d'origine camerounaise, âgé de 48 ans, a été condamné à nouveau en 2012 à 20 ans de prison au Cameroun.

Cette remise en liberté a mis fin à un long combat pour ce prisonnier qui a toujours nié les détournements de fonds publics dont on l'accuse au Cameroun.

L'affaire avait pris une tournure diplomatique, le président français François Hollande dénonçant en mai 2013 une durée de détention "inadmissible".

Quelques mois plus tard, le Haut Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU demandait aussi sa libération. "Paul Biya ne pouvait pas rester éternellement indifférent à ces appels", a commenté l'un des avocats français, Me Dominique Tricaud, qui avait saisi l'agence onusienne.

- Proche de la présidence -

M. Atangana avait été envoyé au Cameroun en 1994 par son employeur pour des projets routiers. La présidence camerounaise lui avait confié la direction d'une structure de travaux publics.

Mais en avril 1997, celui qu'on présente comme l'un de ses proches, Titus Edzoa - libéré lui aussi lundi soir selon son entourage - est arrêté.

Ce dernier a longtemps été l'un des personnages les plus puissants du régime de Paul Biya, à la tête du pays depuis 1982, mais il vient de rompre avec le pouvoir et a déclaré sa candidature à la présidentielle.

Michel Atangana sera arrêté dans la foulée. Le Français est condamné une première fois à 15 ans de

prison en octobre 1997 pour le détournement de 1,1 milliard de francs CFA (1,6 million d'euros) et la tentative de détournement de 59,4 milliards de francs CFA (90 millions d'euros).

Dans des conditions jugées scandaleuses par la défense, il est de nouveau condamné à 20 ans en octobre 2012. Une situation ubuesque pour ses avocats, qui dénonçaient deux condamnations pour les mêmes faits.

La peine avait été confirmée par la Cour suprême du Cameroun en décembre dernier. Titus Edzoa avait suivi le même parcours.

Dans son avis du 13 novembre 2013, le Haut Commissariat aux droits de l'Homme de l'ONU dénonçait "les conditions inhumaines" de détention de M. Atangana et réclamait une "indemnisation" pour le préjudice subi.

"Toutes les instances judiciaires intervenues dans (sa) très longue privation de liberté" ont "manqué d'impartialité" et "il a été jugé deux fois pour les mêmes faits", relevait l'agence de l'ONU.

Ses avocats ont déposé plainte à Paris en décembre 2013 contre trois ministres camerounais pour détention arbitraire.

En mai 2013, le président François Hollande avait jugé "inadmissible" la durée de détention de M. Atangana.

Depuis, Paul Biya a reçu des remerciements appuyés de Paris pour son implication dans la libération récente du prêtre français Georges Vandenbeusch, aux mains du groupe islamiste armé nigérian Boko Haram.

Ce fut déjà le cas en avril, après la libération des sept otages, dont quatre enfants, de la famille Moulin-Fournier, eux aussi enlevés par Boko Haram.

CHINA/AFRICA :

INDIA/AFRICA :

BRAZIL/AFRICA :

EN BREF, CE 25 Février 2014... AGNEWS / DAM, NY, 25/02/2014